



Family Matters : les relations de renseignement entre le Royaume-Uni et les États-Unis à l'épreuve de la révolution islamique en Iran

Sylvain Gaillaud

DANS **ÉTUDES FRANÇAISES DE RENSEIGNEMENT ET DE CYBER** 2023/1 (N° 1), PAGES 185 À 203
ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-etudes-francaises-de-renseignement-et-de-cyber-2023-1-page-185.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Varia

Family Matters : les relations de renseignement entre le Royaume-Uni et les États-Unis à l'épreuve de la révolution islamique en Iran

Sylvain Gaillaud

Docteur en histoire contemporaine

Membre partenaire l'UMR 8138 SIRICE, Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne

RÉSUMÉ – À la fin des années 1970, la révolution islamique en Iran prive le Royaume-Uni et les États-Unis d'un allié de poids, pilier de la politique d'endiguement de l'URSS dans une région riche en hydrocarbures. L'événement témoigne pourtant de la force des relations de renseignement entre Londres et Washington depuis le début de la Guerre froide. Enracinées dans un partage des tâches à l'échelle mondiale pour l'échange de renseignements électromagnétiques, elles se traduisent par une tradition de consultations entre les membres des services, que la crise iranienne vient densifier. Si la « perte de l'Iran » sanctionne l'échec des services à l'avoir anticipée, la rétractation des réseaux de représentation et de renseignement américains accroît la valeur de l'expertise et de l'expérience britannique sur le pays. La crise iranienne apparaît donc comme une épreuve de résilience pour des relations de renseignement dans un contexte d'interrogations sur la fiabilité des services.

MOTS-CLÉS – Relation spéciale, *intelligence sharing*, SIGINT, Iran, révolution islamique.

En 1978, une délégation du *Foreign and Commonwealth Office* (FCO) se rend à Washington pour deux jours de consultations avec des représentants du département d'État. Pour les Britanniques, les échanges révèlent un élément d'inquiétude : « [Henry] Precht [directeur pour l'Iran au département d'État] a laissé échapper au cours de nos discussions qu'il allait devoir passer en revue les dossiers de la période Mossadegh dans l'optique de les déclassifier au titre du droit à l'information. Il a dit qu'il y aurait des éléments très embarrassants pour les Britanniques s'ils étaient publiés¹ ».

La crainte porte sur la révélation du rôle des services de renseignement américains et britanniques dans le renversement du Premier ministre iranien, en août

1. The National Archives, Kew Garden, United Kingdom (ci-après TNA), Records of the Foreign and Commonwealth Office and predecessors (ci-après FCO) 8/3216, Crowe to Gorham, Anglo-American Planning Talks: Iran, 12 octobre 1978.

1953 (*Mordad* 1332 dans le calendrier persan). Avec le soutien de principe du parti Tudeh, lié à l'URSS, Mohammad Mossadegh veut procéder à la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne, jusque-là sous contrôle britannique. Londres agite la crainte de contagion communiste pour mobiliser à Washington les partisans d'une intervention. Le coup d'État aboutit au renforcement du pouvoir du shah, Mohammad Reza Pahlavi, corrélé au développement de l'influence occidentale en Iran². Cette dernière est vivement critiquée par les élites religieuses musulmanes, du reste victimes de la politique de modernisation lancée sous la perfusion des dividendes pétroliers.

Vingt-cinq ans plus tard, alors que les archives de la période doivent être publiées, le shah fait face à une contestation croissante, assise sur une hostilité complotiste à l'égard du « Grand Satan » américain et de son suppôt britannique, auxquels sont associés tous les maux de l'Iran³. L'effondrement de l'empire iranien conduit en 1979 à l'avènement d'une République islamique, dont la politique étrangère s'émancipe dans une rhétorique de confrontation⁴. Elle trouve son paroxysme dans la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine de Téhéran pendant 444 jours⁵.

La volonté de dissimuler l'implication des services américains et britanniques dans les événements de 1953 témoigne de la force comme de la fébrilité des questions iraniennes dans les relations de renseignement entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Enraciné dans la Seconde Guerre mondiale, le rapprochement entre les services des deux pays est formalisé au début de la Guerre froide. En 1946, l'accord UKUSA fonde une division du travail à l'échelle mondiale pour l'échange de renseignements électromagnétiques (SIGINT). Il donne naissance au système des « *Fives Eyes* », auquel sont associés le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande⁶. Il s'élargit à l'échange de renseignements de source humaine (HUMINT) entre les différentes agences : la *Central Intelligence Agency* (CIA), la *Defense Intelligence Agency* (DIA) et le bureau du renseignement et de la recherche du département d'État (INR), côté américain ; le *Security Service* (MI5) et le *Secret Intelligence Service* (MI6), côté britannique. Des bureaux de liaison sont établis au sein des ambassades de Massachusetts Avenue, à Washington, D.C., et Grosvenor Square, à Londres, ainsi que sur les sites de centralisation des renseignements : le Quartier Général des Communications gouvernementales (GCHQ) près de

2. Pour une mise au point sur les interprétations de l'événement, cf. Fakhreddin AZIMI, « The Overthrow of the Government of Mosaddeq Reconsidered », *Iranian Studies*, 2012, vol. 45, n° 5, p. 693-712. Le coup d'État a par ailleurs fait l'objet d'un récent volume dans la série des documents diplomatiques américains : James VAN HOOK (dir.), *Foreign Relations of the United States, 1952-1954, Iran, 1951-1954*, Washington, Government Printing Office, 2017.

3. Sylvain GAILLAUD, « Pourquoi l'Iran se méfie-t-il autant des puissances étrangères ? », *The Conversation*, 5 janvier 2023, [En ligne], disponible sur <https://theconversation.com/pourquoi-iran-se-mefie-t-il-autant-des-puissances-etrangeres-196736>.

4. Babak GANJI, *The Politics of Confrontation: The Foreign Policy of the USA and Revolutionary Iran*, Londres, I. B. Tauris, 2006.

5. Gary SICK, *All Fall Down: America's Tragic Encounter With Iran*, New York, Random House, 1985.

6. L'expression « *Five Eyes* » reprend en l'abrégant l'expression indiquant le degré de restriction de diffusion des dépêches entre les partenaires : AUS/CAN/NZ/UK/US EYES ONLY.

Cheltenham, au Royaume-Uni ; l'Agence de sécurité nationale (NSA) à Fort Meade (Maryland) aux États-Unis⁷.

Les relations de renseignement passent rapidement pour constitutives de la « relation spéciale » qui selon ses promoteurs unirait Londres et Washington⁸. Les analyses de la notion en témoignent : alors que les approches évangélistes mettent en avant une philosophie politique et culturelle partagée, déterminant une approche des relations internationales⁹, les approches fonctionnalistes font reposer le bilatéralisme sur la perception de menaces communes et de besoins mutuels, qui explique le regard porté sur les relations de renseignement¹⁰. Américains et Britanniques deviennent ainsi, plus que des partenaires, les membres d'une même famille, selon l'expression de Fritz Ermath, officier américain du renseignement national dans les années 1980¹¹.

De même que des approches révisionnistes ont relativisé la réalité de la « relation spéciale » du fait des conflictualités qui la sous-tendent¹², l'analyse de la portée de ces « liens qui unissent » est pourtant à nuancer. Selon Jeffrey Richelson et Desmond Ball, les relations de renseignement de l'après-guerre relèvent moins d'une communauté cohérente que d'un cadre fonctionnel étroit et d'une fédération lâche de groupes diversifiés¹³. Dans une famille de plus en plus recomposée au fur et à mesure que se succèdent les générations aux affaires, ces liens déliés traduisent-ils une divergence d'approche des régions où les alliés se trouvent en compétition d'influence ? La correspondance d'intérêts stratégiques dans un contexte de Guerre froide n'empêche pas, en effet, la rivalité des partenaires au Moyen-Orient¹⁴ et dans le golfe Persique¹⁵.

Comme le suggère au visiteur du site de Langley la citation de l'évangile selon saint Jean qui l'accueille à l'entrée¹⁶, l'épreuve de la révolution islamique permet de mesurer la vérité et les vicissitudes des relations de renseignement

7. John DUMBREL, *A Special Relationship; Anglo-American Relations in the Cold War to Iraq*, Basingstoke, Macmillan, 2006, p. 168-170.

8. Pour une mise au point sur la notion, lire Alex DANCHEV, « The Cold War "Special Relationship" Revisited », *Diplomacy and Statecraft*, 2006, vol. 17, n° 3, p. 579-595.

9. Cf. Arnold WOLFERS, Laurence MARTIN, *The Anglo-American Tradition in foreign affairs*, New Haven, Yale University Press, 1956.

10. Les principaux travaux sont ceux de Jeffrey RICHELSON et Desmond BALL, *The Ties That Bind: Intelligence Cooperation Between the UKUSA Countries*, Londres, Allen & Unwin, 1985 ; Richard ALDRICH, « British Intelligence and the Anglo-American "Special Relationship" during the Cold War », *Review of International Studies*, 1998, vol. 24, n° 3, p. 331-351 ; Lucas SCOTT et Alistair MOREY, « The Hidden "Alliance": The CIA and MI6 before and after Suez », *Intelligence and National Security*, 2000, vol. 15, n° 2, p. 95-120 ; Michael SMITH, *The Real Special Relationship: The True Story of How the British and US Secret Services Work Together*, New York, Simon & Schuster, 2023.

11. Fritz ERMARTH, correspondance électronique avec l'auteur, 7 juillet 2017.

12. David REYNOLDS, « Rethinking Anglo-American relations », *International Affairs*, 1989, vol. 65, n° 1, p. 91.

13. Jeffrey RICHELSON et Desmond BALL, *The Ties That Bind*, op. cit., p. 336.

14. James BARR, *Lords of the Desert: Britain's Struggle with America to dominate the Middle East*, Londres, Simon & Schuster, 2018.

15. Tore PETERSEN, *Anglo-American Policy toward the Persian Gulf, 1978-1985: Power, Influence and Restraint*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2015.

16. « And ye shall know the truth, and the truth shall make you free » : King James Version, Jean, 8:32. Sur la culture de la communauté américaine du renseignement, on lira François DAVID, *L'aigle et le vautour. La naissance de la CIA*, Paris, Nouveau Monde, 2016.

entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Soixante ans après Pearl Harbor, trente ans après la « perte de la Chine », la « débâcle » iranienne passe pour l'un des échecs les plus retentissants du renseignement américain¹⁷. « *Relation spéciale dans la relation spéciale* »¹⁸, les interactions entre les communautés américaine et britannique du renseignement témoignent dans ce contexte de la spécificité d'un bilatéralisme qui, pour être souvent considéré comme acquis, n'en est pas moins contraint à faire ses preuves pour articuler la défense des intérêts nationaux et l'appréhension des enjeux internationaux.

I. Des relations enracinées dans une tradition transatlantique

I.A. Liens de familles : l'architecture des échanges

La situation intérieure iranienne se détériore dès la fin de l'été 1978¹⁹. Américains et Britanniques mobilisent alors les mécanismes de vigilance dans lesquels s'inscrit leur coopération. Il s'agit de compléter le travail de veille diplomatique assuré par leurs ambassades de Téhéran, dont les dépêches témoignent jour après jour de l'effritement du pouvoir impérial²⁰.

Ces mécanismes reposent sur le réseau de postes d'écoute des messages en provenance et en direction de la région. L'Iran est en effet depuis les années 1960 un pilier de la stratégie d'influence américaine dans le golfe Persique et un bastion de la politique d'endiguement de l'URSS²¹. Le retrait britannique des territoires situés à l'est de Suez accroît plus encore l'importance du « gendarme » iranien dans la défense des intérêts économiques, énergétiques et stratégiques occidentaux²². Les sites interceptent les communications militaires et surveillent

17. Le diagnostic est posé à la demande de l'administration Carter par le politiste Robert JERVIS : *Why Intelligence Fails: Lessons from the Iranian Revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010. Il nourrit une vive critique de la politique iranienne des États-Unis : Michael LEDEEN et William LEWIS, *Debate: The American Failure in Iran*, New York, Knopf, 1981.

18. Jake HARRINGTON et Riley MCCABE, « The Case for Cooperation: The Future of the U.S.-UK Intelligence Alliance », CSIS Briefs, *Center for Strategic and International Studies*, 2022, p. 4.

19. Des émeutes éclatent dans la ville sainte de Qom en janvier 1978, lançant un cycle de manifestations commémorant tous les 40 jours les victimes de la répression organisée par le régime. En août 1978, devant la montée des tensions, le shah décrète le couvre-feu dans les principales villes du pays. Un incendie meurtrier au cinéma Rex, à Abadan, réputé organisé par le pouvoir pour s'imposer par la force, ulcère les oppositions et lance la révolution (cf. Michael AXWORTHY, *Revolutionary Iran: A History of the Islamic Republic*, Oxford, Oxford University Press, 2013).

20. Les mémoires des deux ambassadeurs présentent l'évolution de la crise iranienne et les raisons de l'inertie des diplomaties occidentales : William SULLIVAN, *Mission to Iran*, New York, Norton, 1981 ; Anthony PARSONS, *The Pride and the Fall: Iran 1974-1979*, Londres, Jonathan Cape, 1984.

21. Roham ALVANDI, *Nixon, Kissinger and the Shah. The United States and Iran in the Cold War*, New York, Oxford University Press, 2014. On se référera aussi au volume dédié de la série des documents diplomatiques américains : Monica BELMONTE (dir.), *Foreign Relations of the United States, 1969-1976, Volume XXVII, Iran; Iraq, 1973-1976*, Washington, Government Printing Office, 2012.

22. W. Taylor FAIN, *American Ascendance and British Retreat in the Persian Gulf Region*, New York, Palgrave Macmillan, 2008

les essais de missiles soviétiques. Ils se répartissent le long de la frontière Nord, sur les rives de la Caspienne (Shirabad et Astara à l'Ouest, Klanabad au Sud, Behshahr à l'Est), et de la frontière Nord-Est (Kabkan et Mashhad). Ils sont gérés par le bureau des opérations SIGINT de la CIA ²³.

Côté britannique, le GCHQ administre un poste SIGINT sur l'île de Masirah, au large du sultanat d'Oman, sur le site d'une ancienne base de la *Royal Air Force*. Il est financé par les États-Unis. La NSA et le GCHQ exploitent par ailleurs conjointement un poste d'écoute sur l'atoll de Diego Garcia, l'un des Territoires britanniques de l'océan Indien, qui sert dans les années 1980 de base pour le déploiement de la flotte américaine. Signe de l'inégalité des moyens alloués aux services de renseignement, le site compte 200 agents américains mais seulement 30 agents britanniques ²⁴.

Les interactions entre les services reposent également sur les agents de liaison postés auprès du partenaire. Hébergés par les ambassades, ils complètent le dialogue diplomatique organisé depuis ces « *hubs* du bilatéralisme ²⁵ ». Avec un total de 40 agents dans les années 1970, parfois issus de la NSA, la liaison londonienne de la CIA est la plus importante de l'Agence. Elle veille au développement de contacts informels entre les cadres des services, à l'usage de canaux de communications conjoints et à l'harmonisation des procédures de protection des informations partagées ²⁶. Parallèlement, l'ambassadeur Kingman Brewster assiste aux réunions du *Joint Intelligence Committee* (JIC) ²⁷. Il a accès aux rapports et aux analyses produites par le MI6, qui sont transmis à Langley pour lecture et commentaire ²⁸.

Roger Carrick est alors le représentant du MI6 à Washington. Il préside à la diffusion aux États-Unis des renseignements émanant de Téhéran. Les télégrammes de l'ambassade britannique sont lus avec avidité à la Maison-Blanche, qui les préfère à ceux de l'ambassade américaine, réputée trop complaisante envers le shah. En échange, la CIA lui donne accès à ses analyses, qu'il transmet aux Britanniques en poste à Téhéran avec la consigne d'en conserver la confidentialité ²⁹. La teneur des débats internes aux services américains est aussi communiquée à la liaison ³⁰.

Les mémoires de Carrick évoquent une coopération inestimable ³¹. Il est en relations régulières avec l'INR au département d'État. Il échange fréquemment

23. Jeffrey RICHELSON et Desmond BALL, *The Ties That Bind*, *op. cit.*, p. 324-325.

24. *Ibid.*, p. 202, 205-206.

25. Alison HOLMES, Simon ROFE, *The Embassy in Grosvenor Square: American Ambassadors to the United Kingdom, 1938-2008*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012, p. 1.

26. Jeffrey RICHELSON et Desmond BALL, *The Ties That Bind*, *op. cit.*, p. 160.

27. Access to Archival Databases, The National Archives and Records Administration, College Park, Washington, D.C. (ci-après AAD), Streator to Vance, London 07870, NEA affairs items in British JIC, 18 mai 1978.

28. TNA, FCO 8/3189/441, CIA comments on draft weekly survey on intelligence, 30 novembre 1978.

29. TNA, FCO 8/3184/103, Jay to Cabinet office, Washington 082230Z, Iran, 8 septembre 1978.

30. TNA, PREM 16/1719/2, Jay to FCO, Washington 082359, Iran, 8 septembre 1978.

31. Sir Roger CARRICK, *Diplomatic Anecdote. Around the world in 40 years*, Londres, Elliott & Thompson, 2012, p. 117, 122-123.

à Langley avec différents agents américains : Charles Allen, officier du renseignement national pour le contre-terrorisme ; Gary Foster, directeur adjoint pour la planification et le développement ; Robert Gates, directeur du Centre d'évaluation stratégique au bureau de la recherche stratégique ; Evan Hineman, directeur adjoint associé pour la production et l'analyse ; Frank Carlucci, directeur adjoint de l'Agence. Carrick se rappelle enfin Robert Ames avec admiration et affection : l'officier du renseignement national pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud est d'ailleurs son principal interlocuteur à Langley sur les questions iraniennes.

I.B. Réunions de famille : le renforcement des relations

Le choc constitué par l'effondrement du régime impérial appelle un renforcement des interactions entre les services américains et britanniques, pour compenser ce qui apparaît bientôt comme un échec retentissant du renseignement occidental : un rapport de la CIA atteste en août 1978 que l'Iran n'est pas dans une situation révolutionnaire, ni même pré-révolutionnaire³².

Cela procède en premier lieu d'un biais, partagé par les deux partenaires, dans l'appréhension des réalités iraniennes. La présence des dispositifs de surveillance à la frontière avec l'URSS est en effet conditionnée à l'engagement déclaré de Londres et de Washington à ne pas utiliser leurs ressources pour surveiller la scène intérieure iranienne³³. Le monopole de la fourniture de ce type de renseignements est laissé à l'Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale (*Sāz mān-e Ettelā'āt va Amniyat-e Keshvar*), l'agence iranienne fondée en 1957 sur le modèle de la CIA³⁴.

Un rapport parlementaire américain note ainsi la forte dépendance à l'égard du pouvoir impérial des 125 agents affectés à Téhéran au milieu des années 1970. Elle explique l'absence de visibilité sur l'opposition au régime³⁵. Arraché à son affectation précédente dans le golfe Persique, Howard Hart est dépêché sur place pour combler les béances de la connaissance de la vie politique³⁶. La situation du renseignement britannique n'est guère plus enviable. L'ambassadeur Anthony Parsons est soucieux de normaliser les relations entre Londres et Téhéran en conjurant le spectre des ingérences de la Couronne dans les affaires iraniennes. Le directeur de l'antenne locale du MI6, George Webb, établit à ce titre des relations de confiance avec le shah³⁷.

La prise de conscience parallèle des lacunes du renseignement conduit à organiser en Iran des visites d'officiers américains, en concertation avec les Britanniques. En novembre 1978, George Griffin, analyste pour l'Iran à l'INR, se rend ainsi à Londres à son retour d'Iran pour partager ses impressions avec les alliés.

32. Jimmy CARTER, *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982, p. 438.

33. Ce qui n'empêche pas le maintien sur place d'une présence d'agents du MI6 et de la CIA.

34. Mark GASIOROWSKI, « Central Intelligence Agency (CIA) in Persia », *Encyclopædia Iranica*, vol. V, Fasc. 3, London, 1991, p. 253-258.

35. Robert JERVIS, *Why Intelligence Fails*, op. cit., p. 17.

36. Howard HART, *A Life for A Life: A Memoir: My Career in Espionage Working for the Central Intelligence Agency*, Lulu Publishing Services, 2015, version numérique, p. 105-106.

37. Hugh LEACH, « Obituaries », *Asian Affairs*, 2008, vol. 39, n° 2, p. 327-331.

Ses interlocuteurs au FCO évoquent des échanges utiles qui n'apportent toutefois pas de nouveauté aux renseignements connus des Britanniques. Ces derniers se félicitent en tout cas d'être en contact avec George Griffin, qui est activement engagé dans la politique iranienne au département d'État³⁸.

En janvier 1979, le départ du shah en exil signe la victoire des révolutionnaires. Dans ce contexte, à son retour de Téhéran, l'ambassadeur Anthony Parsons est reçu par les membres de l'entourage décisionnel de politique étrangère à Washington³⁹. Il rencontre à Langley Stansfield Turner, le directeur de l'Agence, et son adjoint, Robert Bowie, en présence de Robert Ames et Roger Carrick. Le Britannique est invité à présenter son opinion sur les causes de la révolution. Les Américains expriment leurs craintes d'instrumentalisation des troubles par Moscou. Interrogé sur les attitudes anti-américaines qu'il a pu observer, Anthony Parsons déclare improbables de nouvelles atteintes à la sécurité, aux personnes ou aux biens des Occidentaux. La première attaque contre l'ambassade américaine de Téhéran a pourtant lieu dix jours plus tard.

Tout emblématique qu'elle soit d'un resserrement relationnel, l'intensification des interactions entre les alliés ne doit pas créer illusion quant aux rapports de forces qui sous-tendent le bilatéralisme. Nourri de son expertise, sinon d'une expérience qu'il ne confirme pas⁴⁰, l'agent britannique Clive Newell confirme la dimension opportuniste de ces interactions : « *Les Britanniques sont beaucoup plus généreux que les Américains en partie parce que leur puissance est plus faible : ils doivent donc donner plus pour obtenir quelque chose en retour*⁴¹ ».

Les Britanniques sont par ailleurs conscients du bon usage pouvant être fait de la rétention ou de la diffusion du renseignement. Lorsque la CIA transmet à Roger Carrick une analyse sur l'entourage de l'ayatollah Khomeini, héraut de l'opposition au shah, consigne est donnée au bureau iranien du FCO de ne pas en révéler la connaissance à ses interlocuteurs de Grosvenor Square : il s'agit ainsi de se ménager une longueur d'avance dans les échanges⁴².

Richard Aldrich a enfin bien montré ce que confirme l'analyse du dialogue entre les alliés sur les questions iraniennes : la diffusion en abondance des documents du JIC à Washington, souvent subtilement modifiés pour correspondre aux attentes américaines, suggère une volonté délibérée d'encourager les relations de renseignement afin de pouvoir à travers elle influencer l'opinion des cercles de politique étrangère outre-Atlantique dans le sens des intérêts britanniques⁴³. Londres entend ainsi modérer le soutien important dont bénéficie le shah déchu à Washington pour ne pas entraver le développement de relations avec les nouveaux acteurs aux affaires à Téhéran et mieux défendre les intérêts des entreprises britanniques en Iran.

38. TNA, FCO 8/3189/465, Bone to Carrick, 1 décembre 1978.

39. TNA, FCO 8/3361/80, Sir A. Parsons's talks on Iran in Washington, 2-3 février 1979, 5 février 1979.

40. Il raconte avoir été averti par Peter Avery, professeur d'études iraniennes à Cambridge, qu'il risquait de se faire recruter par le MI6 en commençant des études de persan : Clive NEWELL, entretien avec l'auteur, 31 juillet 2018

41. Clive NEWELL, *loc. cit.*

42. TNA, FCO 8/3351/54, Carrick to Lucas, 10 janvier 1979.

43. Richard ALDRICH, *Espionage, security, and intelligence in Britain, 1945-1970*, New York, Manchester University Press, 1998, p. 217.

Les relations de renseignement permettent ainsi de mesurer les rapports de puissance entre les partenaires. Ces équilibres sous-jacents rejaillissent d'autant plus lorsque l'épreuve de la révolution contraint à une articulation plus délicate de la solidarité interalliée avec l'intérêt national.

II. Des relations éreintées par la rupture révolutionnaire

II.A. Problèmes de famille : le renseignement iranien en étiage

L'avènement de la République islamique dans un climat de violence aboutit à la rétractation des réseaux de renseignement en Iran. En février 1979, la première prise d'assaut contre l'ambassade américaine de Téhéran montre la vulnérabilité des Occidentaux. L'ambassade britannique assure le lien de communication entre les Américains sur place et leur hiérarchie à Washington⁴⁴. La CIA s'assure *via* Massachusetts Avenue de la sécurité de ses agents⁴⁵.

L'événement encourage la réduction au strict niveau opérationnel des effectifs de représentation et de renseignement⁴⁶. Thomas Ahern succède à Howard Hart au cours de l'été à la tête d'une antenne aux effectifs limités : William Daugherty, ancien Marine recruté dans l'urgence de la révolution ; Malcolm Kalp, officier traitant ; Philip Ward, Clair Cortlandt Barnes et Jerry Miele, officiers aux communications⁴⁷. Côté britannique, l'ancienne proximité avec le shah de George Webb le rend *persona non grata* aux yeux du nouveau régime⁴⁸. Il est remplacé par Clive Newell. Rapatrié lors de la réduction des effectifs de l'ambassade en décembre 1979, il revient en Iran en février 1980 mais doit rentrer à Londres au printemps⁴⁹.

En novembre 1979, la prise en otage du personnel de son ambassade à Téhéran prive Washington de ses réseaux de représentation et de renseignement dans le pays. L'immobilisation des agents de la CIA déployés sur place rend crucial le rôle de compensation des liaisons de renseignement des alliés des États-Unis. Elle se traduit par le débordement des relations de renseignement *stricto sensu* par le renseignement et les représentations diplomatiques⁵⁰.

Comme en février 1979, les échanges ménagent un lien de transmission permettant à Washington de pouvoir maintenir un contact avec le terrain. À

44. Les violences n'épargnent pas les Britanniques. Leur ambassade à Téhéran est prise d'assaut en novembre 1978 et en août 1980, ce qui conduit à sa fermeture et à l'évacuation du personnel diplomatique. La Couronne britannique confie ses intérêts en Iran à la Couronne suédoise. Le maintien d'une représentation partielle permet ainsi aux Britanniques de subvenir aux besoins des Américains (cf. Ali LUMAN, *British Diplomacy and the Iranian Revolution, 1978-1981*, Londres, Palgrave, 2018).

45. TNA, FCO 8/3360/69, Jay to Tehran, Washington 10, US embassy, 15 février 1979.

46. TNA, FCO 8/3395/48, Miers to Beamish, Tehran staffing, 28 mars 1979.

47. Tim WEINER, *Des cendres en héritage. L'histoire de la CIA*, Paris, De Fallois, 2009, p. 504.

48. Hugh LEACH, « Obituaries », *Asian Affairs*, 2008, vol. 39, n° 2, p. 327-331.

49. Clive NEWELL, correspondance électronique avec l'auteur, 4 septembre 2022.

50. Ce travail de compensation a été étudié à l'aune de l'exemple canadien par Do MUNTUN et Miriam MATEJOVA : "Spies without Borders? Western Intelligence Liaison, the Tehran Hostage Affair and Iran's Islamic Revolution", *Intelligence and National Security*, 2012, vol. 27, n° 5, p. 739-760.

Londres, Kingman Brewster est tenu informé par le FCO des dépêches émanant de Téhéran⁵¹. À l'inverse, le département d'État sollicite Massachusetts Avenue pour transmettre aux Américains de Téhéran, *via* leurs collègues britanniques, informations et instructions en provenance de Washington⁵². Les risques constitués par ce lien de transmission ne sont pas sans inquiéter les diplomates britanniques présents sur place : « *Afin de ne pas provoquer de représailles, nous serions reconnaissants aux Américains de faire passer désormais leurs messages autant que possible en clair via nos entrepôts de données (que les Iraniens ne peuvent pas contrôler) plutôt que d'utiliser le téléphone (qu'ils peuvent contrôler) et d'éviter de nous contacter par télex (car nous savons qu'ils le surveillent) sauf en cas d'urgence. Nous serions aussi reconnaissants qu'ils recourent aussi aux services d'autres pays amis (les Australiens y semblent prêts) afin de réduire au maximum les dangers de nous faire remarquer par des éléments hostiles* »⁵³.

Au-delà, la paralysie de la représentation des États-Unis fonde une dépendance durable de Washington vis-à-vis de Londres pour la connaissance de la situation iranienne. Le département d'État et la CIA sollicitent ainsi dès l'automne 1979 les diplomates britanniques pour envoyer par courrier deux exemplaires des quotidiens *Tehran Times*, *Kayhan International* et *Ettelaat* et de l'hebdomadaire *Kayan*⁵⁴.

Les diplomates britanniques contribuent aussi à la collecte de renseignements. Lorsqu'il rentre à Londres pour consultations en mars 1980, le nouvel ambassadeur de la Couronne en Iran, John Graham, rencontre deux agents américains⁵⁵ : Thomas Braman, directeur pour l'Iran au bureau de l'analyse politique de la CIA, qui agit pour le groupe de travail Iran du département d'État ; Barry Stephenson, présenté comme un officier senior de l'ambassade américaine, qui travaille en fait pour le centre des opérations de la CIA. Six mois plus tard, David Reddaway, en charge des affaires politiques à Téhéran, se rend à Washington. C'est l'un des rares persanophones de la mission britannique, en cela fin connaisseur de la situation intérieure. Outre plusieurs réunions avec des membres du département d'État, il se rend auprès de la branche analytique de la CIA⁵⁶. Dans les deux cas, les Britanniques sont conscients de la nécessité de faire preuve de diligence dans la fourniture de renseignements pour mieux soigner les équilibres de la relation bilatérale.

L'étiage des ressources du renseignement sur l'Iran rend d'autant plus indispensable la pérennisation des médias complémentaires. Pourtant, la politique de rigueur budgétaire engagée à Londres par le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher menace le service étranger de la *British Broadcasting Corporation* (BBC). Or, les programmes de la BBC complètent ceux de la *Voice of America* dans l'effort de diplomatie publique occidentale pour répondre à la propagande

51. AAD, Brewster to State, London 25484, (LOU) Economic Reporting on Iran, 27 décembre 1979.

52. TNA, FCO 8/3361/153, Henderson to Tehran, Washington 23, US Embassy Iran, 7 novembre 1979.

53. TNA, FCO 8/3361/156, Wyatt to Washington, Tehran 19, US Embassy Iran, 8 novembre 1979.

54. TNA, FCO 8/3362/210, Henderson to Tehran, Washington 29, Iranian press, 14 novembre 1979.

55. TNA, FCO 8/3667/7, Hawkes to Walker, Sir J. Graham's programme, 26 mars 1980.

56. TNA, FCO 8/3667/13, Reddaway to Lampert, Trip to Washington, 29 septembre 1980.

de Téhéran, de Moscou et de ses alliés⁵⁷. Le service étranger de la BBC est financé par des subventions du gouvernement britannique, complétées par des fonds américains qui soutiennent les activités du Service de surveillance des programmes extérieurs, composant du renseignement de sources ouvertes géré par la CIA. Dans un contexte de raréfaction des sources fiables, la réduction de l'offre de programme apparaît problématique aux Américains⁵⁸. Est suggérée une démarche présidentielle auprès de la Première ministre, qui pourrait être complétée au niveau des secrétaires d'État aux Affaires étrangères⁵⁹. Prolongée par une forte opposition de Westminster, la pression de Washington finit par porter ses fruits. Londres renonce à réduire la voilure de la diffusion des programmes en langues vernaculaires, nourrissant, une génération après le « coup d'état de *Mordad* », les critiques de connivences interalliées sur les questions iraniennes⁶⁰.

II.B. *Secrets de famille : la politique iranienne en héritage*

Les risques de la résurrection de la mémoire de *Mordad* 1953 ne sont cependant pas ignorés par les alliés. Persiste l'ombre portée des « hommes du shah »⁶¹, qui contribuent dans les années 1950 à l'enracinement du pouvoir impérial, au détriment de la puissance des mollahs et des aspirations de la population. Elle heurte les efforts déployés à Londres pour ménager les acteurs émergents sur la scène iranienne afin de ne pas compromettre ses intérêts, notamment économiques, dans le pays.

Le problème apparaît à l'automne 1978, au cœur de la crise, quand le département d'État fait savoir au FCO que la loi sur le droit à l'information demande de passer en revue les documents gouvernementaux des années 1952-1954. Ceux-ci pourraient en effet montrer l'implication de Londres et de Washington dans le renforcement du pouvoir impérial face à ses opposants populaires et nationalistes. Américains et Britanniques sont conscients du risque à envenimer une relation déjà tendue avec les groupes révolutionnaires⁶². Massachusetts Avenue est appelée à établir les risques de la publication des documents, son calendrier et les modalités des consultations envisagées par le département d'État⁶³. Il apparaît que la politique du gouvernement des États-Unis est de protéger toute information clairement identifiable comme émanant du gouvernement britannique. Il n'y aurait pas de difficultés à retirer des dossiers des copies de télégrammes avant leur déclassification.

57. AAD, Vance to London, State 235475, Possible Reduction In BBC Overseas Broadcasting, 7 septembre 1979.

58. Jimmy Carter Library, Atlanta (JCL), NSC Brzezinski, Tab 27, Box 4, Henze to Brzezinski, Cuts in BBC External Service, 4 octobre 1979.

59. JCL, NSC Brzezinski, Tab 27, Box 4, Bray to Brzezinski, BBC Cuts, 4 octobre 1979.

60. AAD, Brewster to State, London 22666, Cuts In BBC External Services, 15 novembre 1979.

61. Stephen KINZER, *All The Shah's Men: An American Coup and the Roots of Middle East Terror*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2003.

62. TNA, FCO 8 3216/1, British-America Planning Talk, Washington, Summary Record, 10-11 octobre 1978.

63. TNA, FCO 8 3216/3, Kerr to Crowe, Talks with the US planners: Iran, 24 octobre 1978.

Reste la question des documents témoignant d'une politique conjointe entre les alliés, comme celle ayant conduit à la chute de Mossadegh. Londres appelle à une approche commune avec Washington pour minimiser les risques⁶⁴. Trois ans plus tôt, les Américains avaient d'ailleurs rassuré les Britanniques sur la possibilité de maintenir la confidentialité des documents fournis par les gouvernements étrangers. Un amendement à la loi sur le droit à l'information l'autorise, en vertu de l'ordre exécutif 11652, qui permet de maintenir les documents classifiés à leur degré de confidentialité originel⁶⁵. Opportunément, l'aggravation de la crise iranienne ne permet pas au département d'État de consacrer le temps nécessaire à l'entreprise éditoriale. La compilation n'est finalement publiée qu'en 1989, omettant toute référence à un rôle américain ou britannique dans les événements de 1953⁶⁶.

Au même moment, un second écho à *Mordad* menace de mettre en avant les connivences américaines et britanniques avec le pouvoir impérial : la publication d'un livre de mémoires racontant l'initiative sous la plume de son architecte, Kermit Roosevelt⁶⁷. Ce dernier fait part de son projet éditorial dès 1976. Or, Langley entend contrôler le manuscrit en vertu des nouvelles conditions imposées aux publications des anciens agents⁶⁸. En vertu d'un accord de confidentialité signé en avril 1949, Kermit Roosevelt se doit de respecter les principes de la loi sur l'espionnage de 1917 et à ce titre ne pas divulguer, publier ou révéler des informations classifiées si ce n'est dans l'accomplissement de ses devoirs officiels, à moins d'y avoir été autorisé⁶⁹.

Le premier jet de l'ouvrage est reçu avec une « *difficulté considérable* » à la CIA. L'un des relecteurs suggère de soumettre à l'auteur une contre-proposition : publier le livre dans un numéro classifié de la revue *Studies in Intelligence* en lui donnant accès aux archives internes de l'Agence⁷⁰. Un mémorandum recense 156 objections : le manuscrit est décrit comme une compilation de matériaux classifiés rassemblés pendant la période de service de l'auteur. Ceux-ci pourraient révéler l'identité de sources, la localisation de stations de renseignement, les cryptonymes utilisés pour référer à des projets, des opérations et des personnes, ainsi que la nature de la coopération avec des pays alliés⁷¹.

64. TNA, FCO 8 3216/3, Gorham to Streams, Iran: Release of Confidential Records, 14 novembre 1978.

65. TNA, FCO 8 3216/3, Spiers to Brimelow, 24 mars 1975.

66. Carl RAETHER, Charles SAMPSON (dir.), *Foreign Relations of the United States, 1952-1954, Iran, 1951-1954*, Washington, Government Printing Office, 1989. Un second volume a été publié en 2017, qui témoigne du rôle de Londres dans l'événement : James VAN HOOK (dir.), *Foreign Relations of the United States, 1952-1954, Iran, 1951-1954*, Washington, Government Printing Office, 2017.

67. Hugh WILFORD, « "Essentially a Work of Fiction": Kermit "Kim" Roosevelt, Imperial Romance, and the Iran Coup of 1953 », *Diplomatic History*, 2016, vol. 40, n° 5, p. 925.

68. Elles ont répondu à la controverse judiciaire ayant accompagné en 1974 la sortie de l'ouvrage de l'ancien directeur adjoint de la CIA, Victor MARCHETTI (avec John MARKS) : *The CIA and the Cult of Intelligence*, New York, Knopf, 1974.

69. The National Security Archives, Gelman Library, George Washington University, Washington, D.C. (ci-après DNSA), C06027347, Secrecy Agreement, CIA-Kermit Roosevelt, 6 avril 1949.

70. DNSA, C06027352, Second Draft of « 28 Mordad: The Counter coup » by Kermit Roosevelt, 7 juillet 1978.

71. DNSA, C06027365, Donnelly, Mr. Kermit Roosevelt's Draft: 28 Mordad: The Counter coup, 12 octobre 1978.

Pour éluder toute référence au MI6, Kermit Roosevelt décide d'y substituer le nom de la Compagnie anglo-iranienne de pétrole (AIOC). On peut alors lire que la suggestion originelle du coup d'état est venue de l'AIOC après son expulsion de l'Iran neuf mois plus tôt ; que l'AIOC approche l'agent en novembre 1952 lors de son passage à Londres pour lui proposer le renversement de Mossadegh ; que des représentants de l'AIOC se rendent à Washington pour des discussions opérationnelles⁷².

Le nouveau manuscrit est approuvé en janvier 1979⁷³, avant d'être rappelé par son éditeur McGraw-Hill pour corriger de prétendus erreurs. La branche américaine de *British Petroleum*, qui a succédé à l'AIOC, s'est procuré entre temps des épreuves de l'ouvrage. Elle dénonce comme diffamatoires les allusions qui l'associent à la CIA et en exige la suppression⁷⁴. La version finale du livre, qui paraît en août 1980, restitue aux services britanniques la paternité de l'initiative, crispant la normalisation diplomatique à l'œuvre avec l'Iran devenu islamique⁷⁵.

III. Des relations émancipées face à l'incertitude islamique

III.A. Soutiens de famille : les leviers de l'influence

Les lendemains de la révolution confirment le renforcement des relations de renseignement entre les alliés, à une époque où la confiance en la matière est pourtant éprouvée⁷⁶. Dès l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche, en 1981, le responsable du renseignement au Cabinet britannique, Robert Armstrong, recommande de prendre langue avec le nouveau directeur de la CIA, William Casey. En attendant, il s'agit de rappeler la valeur que les Britanniques apportent à l'étroite coopération entre Londres et Washington, ainsi que leur volonté de la poursuivre avec la nouvelle administration, malgré les coupes budgétaires envisagées par Margaret Thatcher⁷⁷. Dans un contexte de crise économique due au second choc pétrolier déclenché par la révolution, l'alternance américaine est favorable à un rapprochement des positions américaine et britannique sous le sceau d'un conservatisme hostile à l'islamisme militant des mollahs et inquiet d'une pénétration soviétique en Iran.

Alors que Washington a rompu ses relations diplomatiques avec Téhéran, le maintien d'une représentation britannique en Iran confère à Londres une double opportunité : restaurer sa crédibilité dans les relations de renseignement en vertu

72. David IGNATIUS, « The Coup Against "Countercoup": How A Book Disappeared », *The Wall Street Journal*, 6 novembre 1979.

73. DNSA, C06027366, Chronology of Kermit Roosevelt Case, mai 1979.

74. Herbert MITGANG, « Publisher "Correcting" Book on CIA Involvement in Iran », *The New York Times*, 10 novembre 1979.

75. Kermit ROOSEVELT, *Countercoup: The Struggle for Control of Iran*, New York, McGraw Hill, 1980.

76. La coopération entre la NSA et le GCHQ a souffert de la révélation organisée dans la presse par l'agence américaine d'une faille de sécurité au sein de l'agence britannique après que cette dernière a omis de faire part à Fort Meade de la découverte d'une taupe soviétique à Cheltenham (John BAYLIS, *Anglo-American Defence Relations*, Londres, Macmillan, 1984, p. 191).

77. TNA, CAB 133/503, Armstrong to Henderson, Cabinet Misc 018, 5 février 1981 et PREM 19/600, Armstrong to Alexander, Prime Minister's visit to the United States, 3 février 1981.

de son expertise sur le sujet et de sa présence dans le pays ; user de ce levier pour continuer à influencer son puissant partenaire dans le sens de ses intérêts nationaux. Pour Washington, le ménagement des susceptibilités britanniques permet de compenser les conséquences de la débâcle iranienne.

En 1985, un projet de directive de sécurité nationale appelle à prendre des mesures pour accroître les leviers américains dans le pays en renforçant la coopération avec les services de renseignement amis sur l'évolution de la situation intérieure et les moyens d'en influencer l'orientation⁷⁸. Les Américains ne cachent pas aux Britanniques la fragilité de leurs sources de renseignement sur le pays, au-delà des exilés iraniens vivant aux États-Unis⁷⁹. Dans son histoire à charge de la politique américaine en Iran, l'historien Michael Ledeen note que la situation s'est d'ailleurs dégradée depuis la révolution : « *Même l'information la plus élémentaire était difficile à obtenir. Les bribes de renseignement qui nous parvenaient par l'intermédiaire de voyageurs, de gouvernements étrangers et parfois de journalistes occidentaux étaient loin de suffire à fonder une politique sérieuse. La CIA semblait incapable de développer des sources d'information sûres*⁸⁰ ».

Quoi que peu attestés dans les archives ouvertes, les échanges de renseignement se poursuivent donc. L'antenne du MI6 à Washington est dirigée au début des années 1980 par George Webb, qui était en poste à Téhéran pendant la révolution. À la liaison auprès du renseignement américain, Roger Carrick est remplacé par Andrew Green⁸¹, un vétéran des affectations moyen-orientales. Bradley Gordon, ancien étudiant à l'institut du Moyen-Orient de Columbia, travaille alors à Langley sur les questions relatives au Proche-Orient et à l'Asie du Sud en tant qu'analyste politique. Graham Fuller succède à Robert Ames en 1982 comme officier du renseignement national chargé de la région, après plusieurs affectation en Turquie, au Liban, en Arabie saoudite, au Yémen et en Afghanistan. Les réseaux du renseignement confirment ainsi le poids partagé d'acteurs familiers du Moyen-Orient et la valeur ajoutée que constitue pour les Britanniques la présence en leurs rangs de professionnels formés à la langue persane et au terrain iranien.

Dans les années 1980, les représentants de la Couronne en Iran se rendent systématiquement à Washington pour éclairer les alliés. Règle est cependant posée de veiller à la confidentialité des échanges, afin de ne pas entraver les efforts déployés à Londres pour normaliser ses relations avec Téhéran⁸². En juillet 1981, Stephen Barrett se rend ainsi à Langley et au département d'État⁸³. Six mois

78. Central Intelligence Agency reading room, CIA-RDP87M01152R000400500029-7, National Security Decision Directive, U.S. Policy Toward Iran, 17 juillet 1985.

79. TNA, FCO 8/4580/72, Goulty to Miers, Washington 029/24, Barrington's visit to Washington, 23 avril 1982.

80. Michael LEDEEN, *Perilous Statecraft: An Insider's Account of the Iran-Contra Affair*, New York, Scribner, 1988, p. 93-94.

81. Ronald Reagan Library, Simi Valley, Ca. (ci-après RRL), North, Oliver: Files, Box 14, Terrorism: United States-British (05/01/1984-05/14/1984), North to Poindexter, Meeting with British representatives re combatting terrorism, 14 mai 1984.

82. TNA, FCO 8/4013/116, Coates to Wogan, Graham, Debriefing on Iran, 28 juillet 1981 et FCO 8/4669/11, Barrington to Morland, Tehran TL 235, Mid-Tour Leave, 10 février 1982.

83. TNA, FCO 8/4013/118, Goulty to Coates, Iran, 3 août 1981.

plus tard, Nicholas Barrington est reçu à la CIA par William Casey lui-même⁸⁴. En octobre 1984, Michael Simpson-Orlebar s'entretient avec des représentants de la CIA, de la Maison-Blanche et du département d'État⁸⁵. Au printemps 1986, Hugh Arbutnott, persanophone et vétéran de l'ambassade de Téhéran, échange à Langley puis au Conseil de sécurité nationale (CSN) avec les analystes des questions iraniennes⁸⁶. Massachusetts Avenue se félicite du succès des consultations, qui suscitent la reconnaissance des Américains et contribuent de manière substantielle à la relation bilatérale.

Le différentiel d'expertise dans les relations de renseignement est réel. Il est confirmé par les modalités d'organisation des conversations politiques et militaires qui réunissent des membres des services diplomatiques, des états-majors et des communautés du renseignement des deux pays dans le contexte de la guerre Iran-Irak. La préparation des éléments de langage relatifs à l'Iran est systématiquement laissée aux Britanniques⁸⁷. La CIA admet avec franchise disposer de renseignements bruts mais manquer d'analyse organisée ; elle sollicite ainsi le MI6 pour l'aiguiller dans la bonne direction⁸⁸. Londres ne se fait d'ailleurs pas d'illusions sur la capacité de Washington à apporter des analyses substantielles. En novembre 1987, à l'issue d'une présentation animée par le titulaire du portefeuille iranien à l'INR, les Britanniques recommandent une vérification des analyses, témoignage de la confiance relative accordée au renseignement américain sur les questions iraniennes⁸⁹.

III.B. Querelles de famille : les limites de la confiance

Pour Londres, l'épreuve de la révolution iranienne constitue donc une opportunité de rééquilibrer les logiques internes du bilatéralisme. Alors que le Royaume-Uni dépend ailleurs des sources d'information et des ressources de la puissance américaine, sa présence dans le pays et son expertise sur le sujet lui permettent au de subvenir aux besoins des États-Unis⁹⁰. Les diplomates américains reconnaissent d'ailleurs volontiers la supériorité de leurs homologues dans la connaissance de la région⁹¹.

84. TNA, FCO 8/4580/72, Goulty to Miers, Washington 029/24, Barrington's visit to Washington, 23 avril 1982.

85. TNA, FCO 8/5625/69, Goulty to Haskell, Visit of Head of BIS Tehran, 12 octobre 1984.

86. TNA, FCO 8/6295, Visit to New York of Mr H.J. Arbutnott CMG, HM chargé d'affaires designate, Tehran – 1/2 mai 1986, Programme

87. TNA, FCO 8/3804/12, Gregory-Hood, UK/US politico/military talks in London, 10 décembre 1981 ; FCO 8/5255/105, US/UK POL/MIL Talks: Washington 18/19 octobre (i) Persian Gulf and Iran/Iraq War, 14 octobre 1983 ; FCO 58/3288/139, Howe to Washington, FCO 2070, UK/US talk on security in the Gulf, 9 décembre 1983 ; PREM 19/1284/39, Wright to FCO, Washington 1619, US/UK talk on the Gulf, 23 mai 1984 ; FCO 8/5991/7, Day to Egerton, Iran/Iraq: US/UK Pol/Mil Talks, 25 septembre 1985 ; FCO 8/6382/45, Howe to Washington, FCO 1801, UK/US Pol/Mil talks: Iran/Iraq, 17 octobre 1986 ; FCO 8/6754/32, Taylor to Miers, UK/US Talks: Washington, 13 avril 1987 ; FCO 8/6756/113, Howe to Washington, FCO 1629, Anglo/US Pol/Mil Talks, 9 octobre 1987.

88. TNA, FCO 8/6610/53b, Rundle to Collecott, Iran's Internal and External Policies, 3 novembre 1987.

89. TNA, FCO 8/6756/37c, Watt to Collecott, Iran/Iraq: American briefing on prospects for the land war, 25 novembre, 1987.

90. Peter COLLECOTT, entretien avec l'auteur, 3 septembre 2018.

91. Ambassadrice Robin RAPHEL, entretien avec l'auteur, 16 avril 2020.

Celle-ci peut cependant susciter aussi l'agacement des agents américains ayant une piètre estime des performances des services britanniques. Adjoint militaire au CSN pendant la révolution, le général William Odom dirige la NSA dans les années 1980. Tout en se proclamant anglophile, il porte un regard acéré sur la coopération transatlantique. Son appréciation des échanges de SIGINT est ainsi dépourvue d'illusions : « *c'est une relation inégale : pour le dire rapidement, le jeu britannique est de ramener un seul atout mais de prétendre mener la danse*⁹² ». Domine alors l'impression d'un Royaume-Uni qui joue toujours dans la cour des Grands sans en encore avoir les moyens. Depuis les années 1970, en effet, l'entrée dans l'ère de l'informatisation bénéficie beaucoup plus à la NSA, dotée de moyens financiers substantiels, qu'au GCHQ, faiblement pourvu. Les Britanniques deviennent ainsi de plus en plus dépendants de la technologie informatique américaine⁹³.

Il n'est pas étonnant que cette crise de confiance au sein de la relation de renseignement finisse par atteindre la coopération sur les questions iraniennes, à l'heure où les États-Unis tentent de recouvrer une forme d'influence dans le pays. L'enjeu est de taille. Depuis la révolution, Washington s'est engagé dans une politique de sanctions économiques contre Téhéran. À rebours de cette politique, le CSN entend consolider dans le pays des acteurs politiques ouverts au rapprochement avec les États-Unis afin de permettre la libération d'otages américains détenus au Liban. Dans ce but est initié en clandestinité, avec l'aval prudent de la Maison-Blanche, un transfert d'armes depuis Israël vers l'Iran visant à renforcer les partisans du rapprochement⁹⁴.

Les Britanniques sont conscients de l'initiative américaine. L'importance du trafic de renseignements lève à la liaison de Washington le soupçon d'une entreprise dont personne ne mesure pourtant le détail⁹⁵. Charles Powell, alors secrétaire privé aux Affaires étrangères de Thatcher, confirme aujourd'hui le rôle des SIGINT dans la découverte du secret. Il se rappelle la colère de la Première ministre lorsqu'elle l'apprend : « *Nous en avons eu connaissance sans en avoir été informés par les Américains. Nous étions gênés et nous ne savions pas quoi faire de cette information, ni comment procéder. Nous ne voulions pas embarrasser les Américains en*

92. Library of Congress, Washington, D.C. (ci-après LOC), William E. Odom papers, Box 25, File 5, Notes and Observations on London and Bergen Mtgs, 6 novembre, 1985.

93. Michael SMITH, *The Real Special Relationship*, op. cit., p. 383.

94. Tel Aviv doit être rémunéré pour ses services et réapprovisionné en armes. Téhéran doit par ailleurs régler le montant des achats à Washington. Les bénéficiaires doivent financer la lutte menée au Nicaragua par le groupe armé des Contras opposé au gouvernement sandiniste de Daniel Ortega, en infraction à l'amendement Boland voté par le Congrès en 1982. L'initiative doit enfin permettre un rapprochement entre le gouvernement des États-Unis et des acteurs politiques iraniens prêts à travailler à la disparition de l'ayatollah dans le sens d'une normalisation. Les livraisons d'armes ne sont pas suivies de la libération attendue des otages. L'auto-proclamée « Entreprise » est interrompue à la suite de sa divulgation par le magazine libanais *Ash-Shiraa* le 3 novembre, à l'initiative de Mehdi Hashemi, un officier des Gardiens de la révolution qui s'y était opposé. On parle alors d'*Irangate* (cf. Peter KORNBLUH et Malcolm BYRNE, *The Iran-Contra Scandal: A Declassified History*, New York, New Press, 1993).

95. Sir Roger BONE, entretien avec Suzanne Ricketts, 2 février 2018, British Diplomatic Oral History Programme, Churchill Archives Centre, Cambridge University, Cambridge [En ligne], disponible sur <https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Bone.pdf>.

vérifiant l'information directement auprès d'eux. [...] Le président Reagan voulait désespérément libérer les otages américains et Margaret Thatcher le comprenait. Mais les Américains ne nous ont pas consultés sur leur tactique, en totale connaissance de cause⁹⁶ ».

Le sujet est abordé au CSN en février par Anthony Acland, sous-secrétaire d'État permanent au FCO, et en mars par David Goodall, sous-secrétaire d'État adjoint pour la défense et le renseignement⁹⁷, puis par le secrétaire d'État Geoffrey Howe devant son homologue George Shultz le 27 mai⁹⁸. Le CSN promet aux alliés de les tenir informés à l'avenir⁹⁹. Les Britanniques se montrent cependant déçus de voir la distance séparant la rhétorique et les actions de leurs alliés¹⁰⁰.

L'initiative confirme à Londres les dysfonctionnements souvent perçus du processus décisionnel à Washington. Les dénégations de cadres de l'administration témoignent du secret qui entoure l'initiative. Le département d'État assure en février 1986 au FCO que les États-Unis ne voient pas de signe d'amélioration de leurs relations avec l'Iran¹⁰¹. Trois mois plus tard, plusieurs interlocuteurs à la Maison-Blanche et au département d'État continuent de présenter aux Britanniques comme impensable le relâchement de l'attitude américaine pour favoriser l'ouverture d'un dialogue¹⁰².

L'omerta entourant l'initiative est également due aux divergences d'opinions au sein de l'administration¹⁰³. Malgré les conditions opposées à l'ouverture d'un dialogue – la résolution de la guerre, la libération des otages, le renoncement du soutien au terrorisme – des voix s'élèvent à Langley et au CSN contre la rigidité de la politique américaine parmi les analystes conscients de l'importance stratégique de l'Iran¹⁰⁴. Plusieurs interlocuteurs des Britanniques sont impliqués dans l'organisation du rapprochement : Thomas Twetten, à la division Proche-Orient et Asie du Sud de la CIA ; Oliver North, initiateur au CSN du reversement des bénéfices de la vente des armes. À la liaison britannique, Roger Bone décrit ce dernier comme un contact d'une importance et d'une aide extraordinaire sur un large éventail de sujet¹⁰⁵. Crise dans la crise, la défiance envers le partenaire à

96. Lord Charles POWELL, entretien avec l'auteur, 28 avril 2020.

97. TNA, FCO 8/7061/9, Prentice to Roberts, Iran/Contra: ambassador Oakley, 17 août 1988.

98. TNA, FCO 8/6273/68, Acland to FCO, Washington 2972, Poindexter, and arms for Iran, 23 novembre 1986.

99. TNA, FCO 8/6273, Prime Minister's Visit to Washington: 14–15 November, 12 novembre, 1986.

100. Ambassadeur Robert OAKLEY, entretien avec Stuart Kennedy et Thomas Stern, 7 juillet 1992, Association for Diplomatic Studies and Training, Georgetown University, Washington, D.C. [En ligne], disponible sur <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Oakley,%20Robert%20B.toc.pdf>.

101. TNA, FCO 8/6381/2, Collins to Boyce, Mr Fergusson's visit to Washington and New York, 5 février 1986.

102. TNA, FCO 8/6295/2, Prentice to Boyce, US/Iran: prospects for change?, 13 mai 1986.

103. Les différents rapports d'enquêtes parlementaires et indépendantes montrent la responsabilité directe ou indirecte du secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, des conseillers à la Sécurité nationale Robert McFarlane et John Poindexter, de plusieurs cadres de la CIA et du CSN, en plus de l'implication non-assumée du président Reagan et du vice-président George Bush (cf. *President's Special Review Board. The Tower Commission Report*, New York, Bantam Books, 1987 et Lawrence WALSH, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, Washington, D.C., United States Court of Appeals for the District of Columbia Circuit, 1993).

104. TNA, FCO 8/6295/2, Prentice to Boyce, US/Iran: prospects for change?, 13 mai 1986.

105. Sir Roger BONE, entretien avec Suzanne Ricketts, 2 février 2018, *op. cit.*

l'heure de l'*Irangate* confirme pour le cas iranien ce que l'histoire longue des relations de renseignement entre le Royaume-Uni et les États-Unis aura déjà montré : la confiance interalliée dans les mécanismes du partage ne saurait faire l'économie de la cohérence interne du processus décisionnel.

Conclusion. "Know thine enemy"

Pour des relations de renseignement constitutives du bilatéralisme américano-britannique dans un contexte de Guerre froide, la révolution islamique relève d'une épreuve de résilience. Elle montre la vigueur du dispositif d'échange de SIGINT déployé à l'échelle mondiale. Elle mobilise les acteurs des services américains et britanniques dans des interactions régulières permettant de croiser l'appréhension des événements. Elle marque la force d'une solidarité interalliée dans les tourments des violences révolutionnaires. Elle manifeste aussi les errances parallèles d'un renseignement biaisé par le prisme impérial de sa perception des réalités iraniennes. Elle ménage en réaction une transformation, tant du regard porté sur un partenaire iranien « *devenu ennemi* »¹⁰⁶ que dans la vision des équilibres internes d'une « relation spéciale » où le partenaire junior devient essentiel.

Le prisme de la révolution islamique montre par ailleurs la pertinence d'une nouvelle approche dans l'analyse des enjeux du bilatéralisme. Certes, il confirme les déterminants présidant au sein de la famille anglo-saxonne au développement d'une vision partagée du monde, mis en avant par les tenants de l'approche évangéliste : le prisme de Guerre froide, le parti-pris impérial. Certes, il illustre la force de la coopération devant la perception de menaces communes et de besoins mutuels, mis en évidence par les tenants de l'approche fonctionnaliste : les interactions diplomatiques, les échanges de renseignement. Certes, il révèle les velléités de concurrences entre les deux alliés mis en valeur par les tenants de l'approche révisionniste : les intérêts nationaux, les logiques d'influence. Au-delà, l'épreuve de la révolution islamique témoigne d'une volonté réciproque d'instrumentaliser les actifs d'une alliance ancienne afin de mieux leur faire servir les intérêts nationaux. Pour le Gulliver américain empêtré dans la débâcle, la valeur de l'expérience et de l'expertise iranienne de la Couronne britannique est inestimable. Pour un partenaire junior en quête de rôle, la circulation du renseignement ou la classification des archives permet de ménager à la fois l'allié américain et le partenaire iranien, dans un entre-deux diplomatique qui rappelle que les États n'ont ni amis, ni ennemis, mais seulement des intérêts¹⁰⁷.

Quarante ans après les événements, le prisme de la révolution islamique donne enfin une leçon d'histoire pour penser l'avenir des relations de renseignement. Pour prévenir le potentiel de disruption dont présage la volonté chinoise de contribuer à la reconfiguration des équilibres moyen-orientaux, dans un

106. James BLIGHT *et. al.*, *Becoming Enemies: U.S.-Iran relations and the Iran-Iraq War, 1979-1988*, Plymouth, Rowman & Littlefield Publishers, 2014.

107. Telle est la thèse que nous défendons dans notre travail doctoral : Sylvain GAILLAUD, *Friends, fools and foes : les « relations spéciales » entre le Royaume-Uni et les États-Unis à l'épreuve de la Révolution islamique en Iran (années 1970-1980)*, université Rennes 2-université de Bordeaux, 3 vol., 2015-2022.

contexte de nucléarisation de la République islamique, il apparaît urgent de mieux « connaître son ennemi ¹⁰⁸ ». Plus encore, pour éviter que la primauté des intérêts nationaux ne conduise à de nouvelles errances iraniennes, conséquences d'un travestissement du processus décisionnel et de la confiance interalliée, l'heure est à un resserrement transparent des relations de renseignement. Le modèle éprouvé du SIGINT apparaît à ce titre apte à faire mesurer la valeur des partenariats approfondis ¹⁰⁹. Les résolutions exprimées en juin 2023 par le président Joe Biden et le Premier ministre Rishi Sunak dans la « Déclaration de l'Atlantique pour un partenariat entre le Royaume-Uni et les États-Unis au XXI^e siècle » semblent aller dans ce sens ¹¹⁰. Leurs fruits attendus pourraient bénéficier aux négociations en cours visant à ressusciter le compromis de Vienne sur la nucléarisation de la République islamique ¹¹¹.

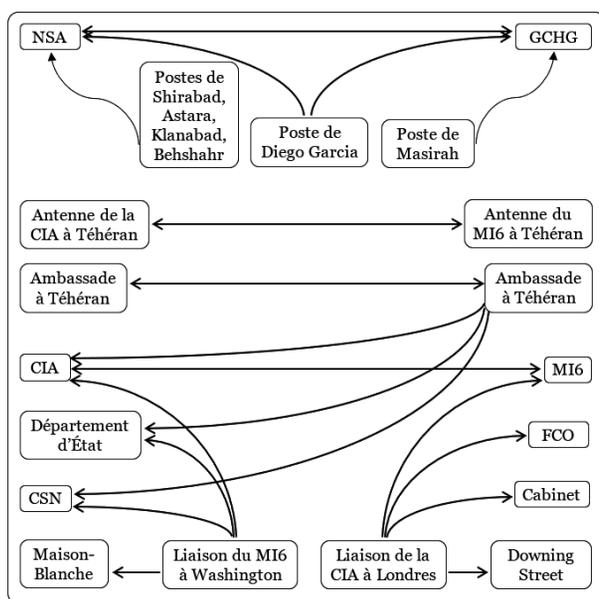


Figure 1. Les cadres des relations de renseignement entre le Royaume-Uni et les États-Unis pendant la révolution islamique

108. Edward SHIRLEY, *Know thine enemy: a spy's journey into revolutionary Iran*, Boulder, Westview Press, 1998.

109. Jake HARRINGTON et Riley MCCABE, « The Case for Cooperation », *loc. cit.*, p. 4.

110. « The Atlantic Declaration: A Framework for a Twenty-First Century U.S.-UK Economic Partnership, The White House, 8 juin 2023 [En ligne], disponible sur <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/06/08/the-atlantic-declaration-a-framework-for-a-twenty-first-century-u-s-uk-economic-partnership/>.

111. Michael CROWLEY, Farnaz FASSIHI, Ronen BERGMAN, « Hoping to Avert Nuclear Crisis, U.S. Seeks Informal Agreement with Iran », *The New York Times*, 14 juin, 2023.

TITLE – Family matters: Intelligence relations between the United Kingdom and the United States during the Islamic Revolution in Iran

ABSTRACT – In the late 1970s, the Islamic Revolution in Iran deprived the United Kingdom and the United States of a major ally, a mainstay of the policy of containment toward the USSR in a region rich in hydrocarbons. Yet the event testifies to the strength of intelligence relations between London and Washington since the beginning of the Cold War. Rooted in task sharing on a global scale for the exchange of signals intelligence, these relations are reflected in a tradition of consultations between members of the intelligence services, which the Iranian crisis only intensified. While the “loss of Iran” confirmed the failure of the services to anticipate the revolution, the withdrawal of American representation and intelligence networks increased the value of British expertise and experience in the country. The Iranian crisis then appears as a test of the resilience of intelligence relations, against a background of questions about the reliability of the intelligence services.

Keywords – Special relationship, intelligence sharing, SIGINT, Iran, Islamic Revolution